

les empêcher de collaborer avec les insurgés. Bien qu'il ait promis de permettre aux gens de retourner dans leurs communes d'origine, le Gouvernement semble avoir l'intention de les ré-installer dans de nouveaux villages.

Le système judiciaire burundais, principalement dominé sur une base mono-ethnique (ie Tutsis), est lourdement critiqué pour ne pas respecter les normes de justice les plus élémentaires. Plus d'une dizaine d'inculpés ont été condamnés à mort et six ont été exécutés depuis 1996, accusés de participation aux massacres qui ont suivi l'assassinat du Président Ndadaye en octobre 1993. Pratiquement tous les accusés ont été privés de leur droit à un avocat. Les groupements pour les droits de la personne ont également critiqué d'autres vices de procédure.

Une petite Mission de l'ONU pour les droits de l'Homme est présente au Burundi, mais sa capacité à exercer des contrôles effectifs de la situation des droits de la personne est limitée par des considérations de sécurité.

POSITION DU CANADA

Le Canada soutient les efforts entrepris par des pays de la région pour le retour à l'ordre constitutionnel au Burundi. Dans ce contexte, le Canada appuie la médiation de Mwalimu Julius Nyerere comme représentant des dirigeants régionaux.

Le Canada a condamné le coup d'État de juillet 1996 et il exige le retour à l'ordre constitutionnel au Burundi. La fermeture complète des camps de regroupement et la réintégration de leurs occupants dans leurs communes d'origine sont aussi une priorité pour le Canada.

À la 53e session de la Commission des droits de l'Homme, le Canada n'a pas choisi de co-parrainer la résolution de consensus pour renouveler le mandat du Rapporteur spécial pour le Burundi. Nous avons estimé que la résolution n'était pas suffisamment sévère à l'égard des abus en matière des droits de la personne commis par le Gouvernement du Burundi.

Le Canada maintient que la solution militaire burundaise à la crise politique n'est pas une solution valable. Une approche diplomatique, qui permettrait aux Africains de négocier et d'aboutir à une solution africaine, offre la seule vraie chance de voir une quelconque amélioration de cette grave situation.